

**Nicolas Le Moigne**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1058>

DOI : [10.4000/ifha.1058](https://doi.org/10.4000/ifha.1058)

ISSN : 2198-8943

**Éditeur**

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

**Référence électronique**

Nicolas Le Moigne, « » , *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2004, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1058> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1058>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

---

## Nicolas Le Moigne

---

- 1 « Pari risqué » : ce sont les termes choisis par le comité éditorial de cette nouvelle revue, qui compte travailler dans une perspective comparative à des thèmes transversaux qui donneront lieu à autant de numéros spéciaux trilingues (anglais, allemand, français). Chaque livraison traitera d'au moins trois pays, dans toutes les branches de l'histoire des trois derniers siècles. Un « forum », inaugurera chaque numéro par la discussion d'un problème d' « histoire continentale », en tentant d'en réconcilier les moitiés occidentales et orientales. C'est dans cet esprit que J. SHEEHAN remet en perspective les rapports entre État et violence tout au long du XXe s., et affirme que l'État européen, avant 1945, se définit avant tout par sa fonction guerrière et le pouvoir d'envoyer des hommes à la mort. La seconde moitié du siècle, en revanche, voit selon lui la disparition, ou du moins l'atténuation, de la violence dans les rapports entre États. Cette évolution serait une spécificité européenne, et expliquerait la divergence croissante des conceptions européenne et américaine de la puissance, la seconde restant fondée sur le recours potentiel à la force, voire à la guerre (reprise du point de vue de R. KAGAN dans « Puissance et faiblesse », Commentaire 99, 2002). La suite de ce premier numéro est consacrée aux problèmes posés par l'idée de « brutalisation » des sociétés européennes après la Première guerre mondiale, lancée par G. Mosse et reprise en France par l'École de Péronne autour de S. Audoin-Rouzeau et A. Becker. Les cinq contributions tendent à nuancer fortement la thèse de la légitimation de la violence dans les sociétés de l'après-guerre. Les études de A. GREGORY sur la Grande-Bretagne, de A. WIRSCHING sur la France et l'Italie insistent sur la dominante finalement pacifique des deux démocraties occidentales, en contraste avec la péninsule. B. ZIEMANN relativise de son côté la montée de la violence politique dans l'Allemagne de Weimar, et insiste sur l'importance de la question du genre dans le rapport à la violence, surtout à partir du moment où les femmes deviennent électrices. La critique de la notion de brutalisation est approfondie grâce à deux études sur la violence politique dans la Russie révolutionnaire et les nouveaux États d'Europe centrale, où l'invasion de la sphère politique par le recours à la force s'instaure de manière durable. La synthèse de D. SCHUMANN réinterprète l'idée de brutalisation à la lumière de la typologie des nationalismes établie en 1966 par Theodor Schieder, qui distingue les nationalismes étatiques (France, Grande-Bretagne), d'unification (Allemagne, Italie) et enfin de sécession (Europe orientale). L'ensemble des contributions renoue donc avec

une explication des dynamiques de la violence par les spécificités nationales des cultures politiques, et fait passer au second plan les explications en termes de pays vainqueur/vaincu ou en termes de dynamiques idéologiques. Autant dire que ce numéro renouvelle de manière prometteuse, grâce notamment à la perspective pan-européenne, le regard porté sur l'Entre-deux-guerres.

2 Nicolas LE MOIGNE (MHFA)